

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 07/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL DE L ETANG**

KERIGONAN  
22780 Plounérin

Références : VD/JL/2025//08/13/02  
Code AIOT : 0052204318

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2025 dans l'établissement SARL DE L ETANG implanté KERIGONAN 22780 Plounérin. L'inspection a été annoncée le 13/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL DE L ETANG
- KERIGONAN 22780 Plounérin
- Code AIOT : 0052204318
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage avicole autorisé par arrêté préfectoral modificatif en date du 18 janvier 2019, pour une ca-

capacité de 130 000 emplacements de volailles de chair, avec en annexe une fabrique d'engrais et support de cultures.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 27/04/2023, article 1	Demande d'action corrective	6 mois
3	Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle	Autre du 27/09/2020, article R512-69 du Code de l'Environnement	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 27/04/2023, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, l'installation est à l'arrêt suite à un incendie survenu en juillet 2024.

Il n'y a pas eu de dossier de déposé pour répondre à la mise en demeure, toutefois le devenir du site et son fonctionnement ne sont pas encore définis.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Respect mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/04/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SARL DE L'ETANG, dont le siège social est situé lieu-dit « Kerigonan » à Plounérin, est mise en demeure pour l'élevage avicole exploité à cette adresse, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 6 mois :</p> <p>l'article R. 181-46 du code de l'environnement qui prévoit que tout changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation environnementale, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation et en particulier un document de mise à jour du plan d'épandage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non conforme :</b> il n'y a pas eu de dossier de déposé pour la mise à jour du plan de gestion des déjections.</p>

<p>Toutefois : le jour de l'inspection, l'installation ne fonctionne plus depuis juillet 2024, en raison d'un sinistre ayant détruit P1 et P2 et le P3 n'a pas été remis en service.</p> <p>La reconstruction des poulaillers sinistrés se fera sur un autre site et l'avenir du P3 n'est pas encore déterminé.</p> <p>Au regard de la situation la mise en demeure ne peut-être levée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Dans le cadre de la restructuration projetée sur un autre site, le devenir de cette installation doit être présenté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 2 : Respect mise en demeure**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/04/2023, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SARL DE L'ETANG, dont le siège social est situé lieu-dit « Kerigonan » à Plounérin, est mise en demeure pour l'élevage avicole exploité à cette adresse, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 6 mois :</p> <p>l'article 23-III de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'installation est à l'arrêt compte tenu du sinistre qui est survenu. Il reste un stock de produit stocké à l'abri, pas d'écoulement dans le milieu.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Réalisation de la déclaration d'accident ou de pollution accidentelle**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 27/09/2020, article R512-69 du Code de l'Environnement</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence</p>

prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non Conforme :</b> un incendie survenu en juillet 2024 a détruit les poulaillers P1 et P2 et il n'y a pas eu de déclaration d'accident de notifiée.  Le site est cependant mis en sécurité et interdit d'accès.  Les opérations de nettoyage et de remise en état devrait être prises en charge par l'assureur, sous réserve de reconstruction par la SARL de l'Étang.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Une déclaration d'accident doit-être réalisée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours